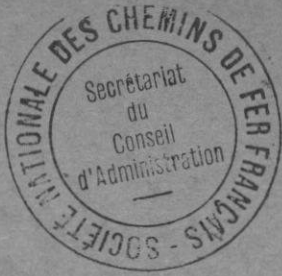


S 052 H544/10

9220

(1942)



Relèvement des honoraires des avocats.

Note du Service Contentieux	21. 1.42
Note de M.CLOSSET au Secr.Général	11. 2.42
Note de M ^e LABBE à M. CLOSSET	10. 3.42

Relèvement des honoraires des avocats.

11
LÉON LABBÉ

Avocat au Conseil d'Etat
et à la Cour de Cassation

SUCCESEUR DE M^r JEAN LABBÉ

TÉLÉPHONE

~~WAGRAM 76-33~~

Elys. 71-85

~~45, AVENUE HOCHÉ~~

21, av. George V

Paris (8^e), le 10.3.42

Mon Cher Ami,

Vous voudrez bien trouver , ci-joint, la copie
de la lettre dont nous nous sommes entretenus récem-
ment.

Croyez à mes sentiments les plus amicaux.

Le lion Labbé.

Monsieur Closset , S.N.C.F. , 45 , rue St-Lazare, PARIS

Mon Cher Maître ,

Pour tenir compte à la fois du relèvement de certains droits fiscaux et de l'augmentation des frais généraux de votre Cabinet , j'ai été conduit à proposer récemment à M. le Directeur Général une modification des conditions de fixation de vos honoraires .

M. le Directeur Général ayant approuvé mes propositions, j'ai l'honneur de vous faire connaître que désormais , dans chaque instance , nous vous rembourserons les droits payés par vous et nous y ajouterons un honoraire minimum de 3.500 Fr susceptible d'être majoré dans les affaires délicates .

D'autre part , toute consultation écrite qui ne sera pas suivie d'un pourvoi , donnera lieu de notre part à un versement d'honoraires spéciaux , en rapport avec les difficultés de l'étude .

Veillez agréer , Mon Cher Maître ,
l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Monsieur le Secrétaire Général,

I - Trois idées paraissent commander la décision à prendre.

a) - Depuis 1939, nous remboursons le montant exact des frais d'instance. Ceux-ci, en cas de rejet, peuvent atteindre 1.900 frs pour un pourvoi devant la Chambre des Requêtes, et 1.500 frs pour un pourvoi de plein contentieux au Conseil d'Etat.

Il convient, me semble-t-il, de se tenir à cette règle.

b) - En l'état actuel des choses, nos tarifs d'honoraires se situent ainsi qu'il suit par rapport aux prix payés par les clients ordinaires :

- pour les instances, nous allouons des honoraires sensiblement inférieurs à ceux qui sont demandés habituellement;

- pour les consultations, au contraire, nous versons des honoraires équivalents.

Cet usage, qu'aucun fait nouveau n'incite, à priori, à modifier, paraît devoir être maintenu.

c) - Le Chef du Service du Contentieux doit avoir la possibilité de fixer lui-même les honoraires entre un minimum et un maximum suivant l'importance des affaires, étant entendu qu'il en réfère au Directeur Général lorsque le dossier présente des difficultés exceptionnelles justifiant des honoraires plus élevés.

II - La présente demande de M^{me} LABBE et CAIL est justifiée par l'augmentation des dépenses de gestion et de collaboration par rapport à 1939. Les frais de personnel, notamment, accusent

Monsieur VAGOGNE,
Secrétaire Général p.i.

une majoration minimum de 50 %; pour les dossiers d'instance, un honoraire d'au moins 1.000 frs est alloué aux collaborateurs.

Ceci étant précisé, les propositions de M. AURENGE semblent appeler les observations suivantes.

A - Instances - Les droits étant, dans chaque affaire, remboursés sur état, nous pouvons accepter de porter l'honoraire minimum de 1.000 à 3.500 frs, dès lors qu'il est actuellement demandé à la clientèle ordinaire 4.500 frs à 5.000 frs.

Par ailleurs, le maximum jusqu'où pourrait aller le Chef du Service du Contentieux serait élevé de 5.000 à 7 ou 8.000 frs par exemple. Au-delà, celui-ci en référerait au Directeur Général.

B - Consultations - M. AURENGE ne propose aucune modification à l'état de choses actuel.

Personnellement, je serais d'avis, sauf objection de la part de celui-ci :

- d'une part, d'instituer un minimum et un maximum entre lesquels le Chef du Service du Contentieux pourrait se mouvoir;

- d'autre part, d'augmenter le minimum, lequel pourrait, me semble-t-il, être porté à 1.000 frs, chiffre demandé actuellement aux clients ordinaires.

Le maximum pourrait être fixé à 2.000 frs : au-delà le Chef du Service du Contentieux en référerait au Directeur Général.

Sans doute, MM^e LABBE et CAIL n'ont-ils demandé aucun relèvement pour les consultations. Toutefois la proposition ci-dessus ne paraît susceptible de retenir l'attention, d'autant que, comme le fait remarquer M. AURENGE, nos avocats aux Conseils nous donnent souvent des consultations orales qui ne sont pas honorées.

III - Au cas où vous décideriez de retenir ces suggestions je pense qu'il serait nécessaire de demander à M. AURENGE de les examiner et, au cas où il serait d'accord, d'en chiffrer les conséquences pécuniaires par rapport aux dépenses de 1939.

Il va sans dire que je ne les formule que sous réserve

des répercussions éventuelles qu'une telle majoration d'ordre général serait susceptible d'avoir sur la rémunération que nous allouons par ailleurs à nos avocats d'appel et aux divers officiers ministériels.

Signé: CLOSSET

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

PARIS, LE 22-1-1942
45, RUE SAINT-LAZARE (9^e)
TÉL. : PIGALLE 95-85

SERVICE DU CONTENTIEUX

Bureau

Aff.

N°

Cher Monsieur,

J'ai l'honneur de vous adresser
ci-joint, copie d'un rapport que je
présente ce jour à M. le Directeur gé-
néral au sujet des honoraires de vos
avocats à la Cour de Cassation.

Permettez-moi, cher Monsieur, l'as-
surance de mes sentiments les meilleurs

J. Duruy

Monsieur Closset

Secrétaire général de la Présidence

21 Janvier

2

R A P P O R T

à Monsieur le Directeur Général

Honoraires de nos avocats à la Cour de Cassation.

J'ai reçu récemment la visite de MM. LABBÉ et CAIL, deux de nos avocats à la Cour de Cassation et au Conseil d'Etat, qui sont venus m'entretenir de la question de leurs honoraires.

Par suite du relèvement de certains droits fiscaux d'une part, et d'autre part en raison de l'augmentation des frais généraux de leurs Cabinets, nos avocats estiment qu'il conviendrait de majorer les honoraires qui leur sont actuellement alloués par la S.N.C.F.

En 1914, les honoraires étaient les suivants:

- consultation 100
- pourvoi devant la Chambre des Requêtes ... 600
- pourvoi devant la Chambre Civile 500.

Ces honoraires ont été portés respectivement à 150, 800 et 600 francs en 1919, puis successivement majorés en 1925, 1927, 1935 et 1939.

Depuis le 6 avril 1939, les règles suivantes sont en vigueur:

— *Guiraud* —

1° - dans chaque instance nous réglons à notre avocat le montant de son état de frais (droits de greffe, timbre, enregistrement). Nous y ajoutons un honoraire de 1.000 à 5.000 francs par affaire suivant l'importance de celle-ci. Au cas où le pourvoi présente une difficulté exceptionnelle justifiant un honoraire plus élevé, nous soumettons à l'approbation de Monsieur le Directeur Général le montant de cet honoraire;

2° - pour les consultations, nous allouons un honoraire de 500 francs sauf à majorer celui-ci en cas d'affaire ayant entraîné une étude particulièrement délicate.

Pour l'avenir les propositions de nos avocats se résument ainsi:

1° - leur rembourser dans chaque affaire les droits payés par eux;

2° - leur verser un honoraire minimum de 3.500 francs qui, dans les affaires délicates, serait majoré.

A l'appui de leur demande MM. LABBÉ et CAIL font valoir que les charges de leur étude ont considérablement augmenté et qu'en particulier ils doivent allouer eux-mêmes à leurs collaborateurs chargés de la préparation des dossiers un honoraire d'au moins 1.000 francs par affaire.

La moyenne des honoraires alloués en 1941 a été de l'ordre de 2.000 francs par affaire pour un total de 34 affaires.

Le complément de dépense à envisager serait, en s'en tenant au chiffre des pourvois actuels, de l'ordre de 70.000 francs par an, au moins.

Etant donné le concours précieux que nous donnent nos avocats aux Conseils à qui nous demandons assez souvent des consultations orales qui ne sont pas honorées, j'estime, pour ma part, qu'il convient de leur donner satisfaction.

J'ai l'honneur, en conséquence, de proposer à Monsieur le Directeur Général, d'accepter les propositions de MM. LABBÉ et CAIL et d'en étendre l'application à tous nos avocats aux Conseils.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

— Auray —

21 Janvier

2

*D'accord
mais pour les instances (H) vous ne
m'en referez que au dela de 8.000 et
pour (V) au dela de 2.000
Si gai : la Besneris*

R A P P O R T

à Monsieur le Directeur Général

 Honoraires de nos avocats à la Cour de Cassation.

J'ai reçu récemment la visite de MM. LABBÉ et CAIL, deux de nos avocats à la Cour de Cassation et au Conseil d'Etat, qui sont venus m'entretenir de la question de leurs honoraires.

Par suite du relèvement de certains droits fiscaux d'une part, et d'autre part en raison de l'augmentation des frais généraux de leurs Cabinets, nos avocats estiment qu'il conviendrait de majorer les honoraires qui leur sont actuellement alloués par la S.N.C.F.

En 1914, les honoraires étaient les suivants:

- consultation 100
- pourvoi devant la Chambre des Requêtes ... 600
- pourvoi devant la Chambre Civile 500.

Ces honoraires ont été portés respectivement à 150, 800 et 600 francs en 1919, puis successivement majorés en 1925, 1927, 1935 et 1939.

Depuis le 6 avril 1939, les règles suivantes sont en vigueur:

Guarant

1° - dans chaque instance nous réglons à notre avocat le montant de son état de frais (droits de greffe, timbre, enregistrement). Nous y ajoutons un honoraire de 1.000 à 5.000 francs par affaire suivant l'importance de celle-ci. Au cas où le pourvoi présente une difficulté exceptionnelle justifiant un honoraire plus élevé, nous soumettons à l'approbation de Monsieur le Directeur Général le montant de cet honoraire;

2° - pour les consultations, nous allouons un honoraire de 500 francs sauf à majorer celui-ci en cas d'affaire ayant entraîné une étude particulièrement délicate.

Pour l'avenir les propositions de nos avocats se résument ainsi:

1° - leur rembourser dans chaque affaire les droits payés par eux;

2° - leur verser un honoraire minimum de 3.500 francs qui, dans les affaires délicates, serait majoré.

A l'appui de leur demande MM. LABBE et CAIL font valoir que les charges de leur étude ont considérablement augmenté et qu'en particulier ils doivent allouer eux-mêmes à leurs collaborateurs chargés de la préparation des dossiers un honoraire d'au moins 1.000 francs par affaire.

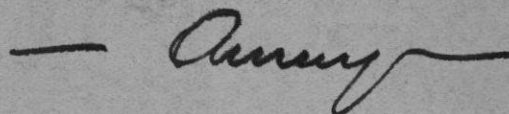
La moyenne des honoraires alloués en 1941 a été de l'ordre de 2.000 francs par affaire pour un total de 34 affaires.

Le complément de dépense à envisager serait, en s'en tenant au chiffre des pourvois actuels, de l'ordre de 70.000 francs par an, au moins.

Etant donné le concours précieux que nous donnent nos avocats aux Conseils à qui nous demandons assez souvent des consultations orales qui ne sont pas honorées, j'estime, pour ma part, qu'il convient de leur donner satisfaction.

J'ai l'honneur, en conséquence, de proposer à Monsieur le Directeur Général, d'accepter les propositions de MM. LABBE et CAIL et d'en étendre l'application à tous nos avocats aux Conseils.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,



de la part
de Monsieur Ouzenge
